

02/02/2026

Guillaume Duval,
Conseiller sur l'avenir de l'intégration
européenne, Institut Jacques Delors

BLOG — POST

A quoi pourrait ressembler une « alliance des puissances moyennes » ?



Dans son discours remarqué au World Economic Forum de Davos, Mark Carney¹, le premier ministre Canadien, a proposé de construire une alliance des « puissances moyennes » pour protéger la planète d'un retour à la loi du plus fort imposée par les géants globaux, Chine et Etats-Unis. L'Union Européenne doit se porter à la tête de la mise en œuvre d'un tel projet aux côtés du Canada.

I • Rassembler les pays du G7 moins les Etats Unis et les pays du Sud Global

Mais quel contenu pourrait concrètement avoir cette « alliance des puissances moyennes » ? Il s'agirait de rassembler d'une part les pays développés qui refusent de s'aligner sur Donald Trump, en gros le G7 moins les Etats-Unis, et d'autre part les nombreux pays du « Sud Global » qui ne veulent être vassalisés ni par la Chine de Xi Jinping, alliée à la Russie et à l'Iran, ni par les Etats Unis de Donald Trump.

Son objectif ne devrait pas, et de toute façon ne pourrait pas, être le retour à un bon vieux temps fantasmé d'un multilatéralisme et d'un droit international qui auraient fonctionné. Si le multilatéralisme de l'après-guerre s'effondre aussi facilement aujourd'hui, c'est aussi parce qu'il était devenu profondément inadapté à la donne mondiale nouvelle.

Construit avant la grande vague de décolonisation des années 1950/60, il ne donnait pas en particulier la place qui leur revient légitimement aux pays du Sud Global, notamment au Conseil de Sécurité et dans les institutions financières internationales.

II • Les Etats-Unis n'ont jamais vraiment accepté le multilatéralisme

Bien avant Donald Trump, les Etats-Unis n'ont jamais véritablement accepté de s'inscrire dans ce multilatéralisme qu'ils avaient pourtant largement contribué à faire naître après la seconde guerre mondiale. Ils n'ont jamais rejoint ni la Cour de Justice Internationale, ni la Cour Pénale Internationale ; ils ne fournissent pas de Casques Bleus pour les missions de paix de l'ONU ; ils n'ont jamais accepté d'appliquer chez eux les huit conventions de base de l'Organisation Internationale du Travail ; ils bloquaient depuis de longues années déjà le fonctionnement de l'Organisation Mondiale du Commerce en refusant de nommer des juges pour l'organe de règlement des différends ; ils n'ont pas attendu Donald Trump non plus pour bloquer longtemps l'action internationale contre le changement climatique en refusant de ratifier le protocole de Kyoto ; et ils n'ont cessé de critiquer et de menacer de couper les vivres aux Nations Unies elles-mêmes, à l'Unesco, à l'OMS...

III • L'ADN de l'Union Européenne est multilatéral

L'Europe et ses principaux pays membres ont en revanche toujours été attachés à ce multilatéralisme. Il correspondait bien à l'ADN qui avait présidé à la naissance de l'Union elle-même. Faible sur le plan militaire, dépourvue désormais de capacité de projection impériale dans le monde, l'Europe sait que son sort et son avenir sont indissolublement liés à l'existence d'un droit international capable de protéger les « puissances moyennes » comme elle des empiètements des puissants.

Mais elle a procrastiné depuis trente ans et a fermé les yeux sur les doubles standards, notamment de la part des États-Unis. Et elle a été incapable de construire une alliance solide avec les pays du « Sud Global » afin de rénover et renforcer le multilatéralisme.

Cela aurait certes impliqué que les Européens, le Royaume Uni et la France en particulier, acceptent de renoncer aux positions privilégiées qu'ils occupent au Conseil de Sécurité ou encore au Fonds Monétaire International.

IV • L'Europe doit bouger de toute urgence

La situation actuelle oblige désormais l'Europe à bouger de toute urgence si elle ne veut être écrasée par la tenaille formée par Trump d'un côté et l'alliance Xi-Poutine de l'autre, qui est en train de se refermer sur elle. En se contentant depuis janvier 2025 de faire profil bas pour essayer d'amadouer Trump, avec le succès que l'on sait, l'Union Européenne vient de perdre un an pour se reconfigurer dans la nouvelle donne mondiale. Elle doit se saisir sans plus tarder du projet d'« alliance des puissances moyennes » mis en avant par Mark Carney et aider à le faire passer de concept à réalité.

Son ADN multilatéral lui donne de la crédibilité et de réelles chances de succès si elle se lance pleinement dans cette aventure. Se rapprocher davantage du Canada, du Japon ou de la Corée du Sud, ne devrait pas être une tâche trop complexe. Embarquer les pays du Sud Global le sera à coup sûr davantage. Beaucoup d'entre eux sont courtisés en effet assidûment par la Chine et la Russie, notamment dans le cadre des BRICS. Et l'UE doit mesurer pleinement ce que cela implique pour elle de s'engager dans cette voie.

V • Bâtir une telle alliance oblige l'UE à changer sur plusieurs dossiers sensibles

La politique migratoire de « forteresse Europe » empêche tout d'abord pour l'instant tout rapprochement stratégique réel avec nos voisins du Sud de la Méditerranée.

De même le soutien apporté depuis octobre 2023 au gouvernement de Benjamin Netanyahu, malgré les crimes de guerre et contre l'humanité commis à Gaza ainsi que les violations constantes du droit international en Cisjordanie, ont profondément discrédité l'Union Européenne dans le reste du monde en jetant le doute sur la réalité de son engagement en faveur du droit international.

Pour avoir une chance de bâtir une telle « alliance des puissances moyennes », il faudra nécessairement que l'UE évolue sur ces deux dossiers.

De même tant du côté de l'aide au développement classique que de la finance verte indispensable pour aider les pays du Sud à s'adapter au changement climatique et à accélérer leur propre transition énergétique, l'Union Européenne et ses Etats membres devront être prêts à mettre la main à la poche s'ils veulent réellement sauver le multilatéralisme, et notamment l'action internationale concertée contre le réchauffement planétaire, malgré la désertion des Etats Unis.

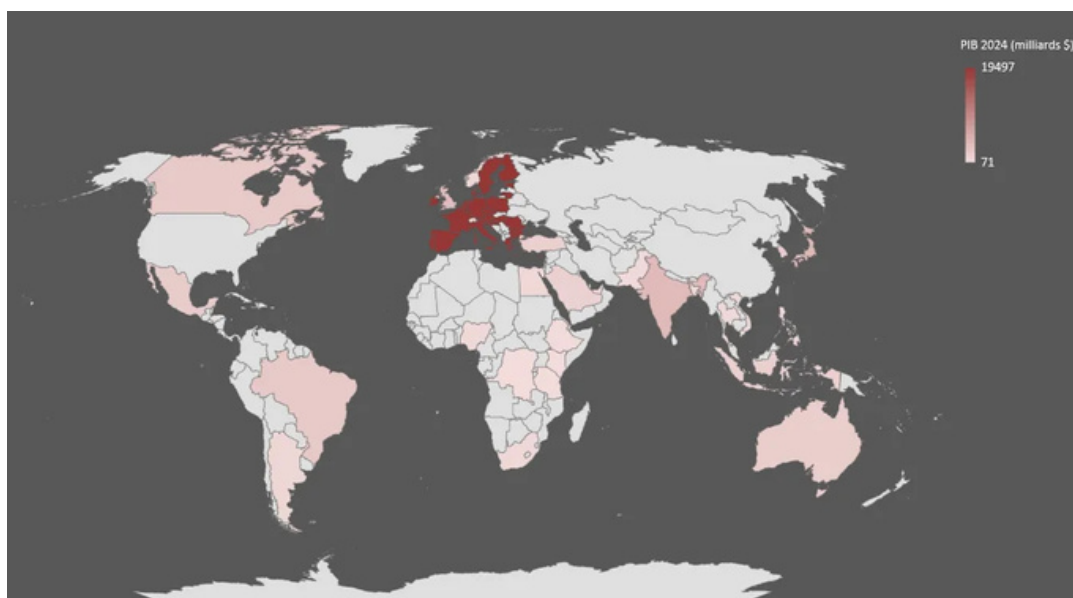
VI • La dimension économique de l'« alliance des puissances moyennes »

Enfin une telle « alliance des puissances moyennes » devra comporter également une dimension économique afin d'aider ses membres, pays développés comme pays du « Sud Global », à diminuer leurs dépendances excessives à l'égard tant de la Chine que des Etats-Unis.

Cela impliquera cependant d'accepter de développer des relations économiques plus poussées entre pays développés et pays du Sud, parties prenantes de cette alliance, et donc de passer des accords du type de celui, aujourd'hui très contesté, conclu entre l'UE et le Mercosur.

Si, du fait de ses divisions internes, l'Union européenne n'est pas en mesure de se lancer de façon suffisamment déterminée dans un tel projet, ses principaux Etats membres – la France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, la Pologne et les Pays-Bas – devront prendre le relais avec le Canada.

A supposer donc que l'Union soit réellement prête à aller dans cette direction, à qui faudrait-il qu'elle envoie des cartons d'invitations ? Si on met de côté les Etats Unis, d'une part et la Chine, la Russie et l'Iran d'autre part, et qu'on s'intéresse aux 20 autres pays les plus peuplés de la planète et aux 20 autres pays dont le PIB est le plus important, on aboutit à un ensemble de 29 pays (y compris l'Union Européenne prise dans son ensemble).

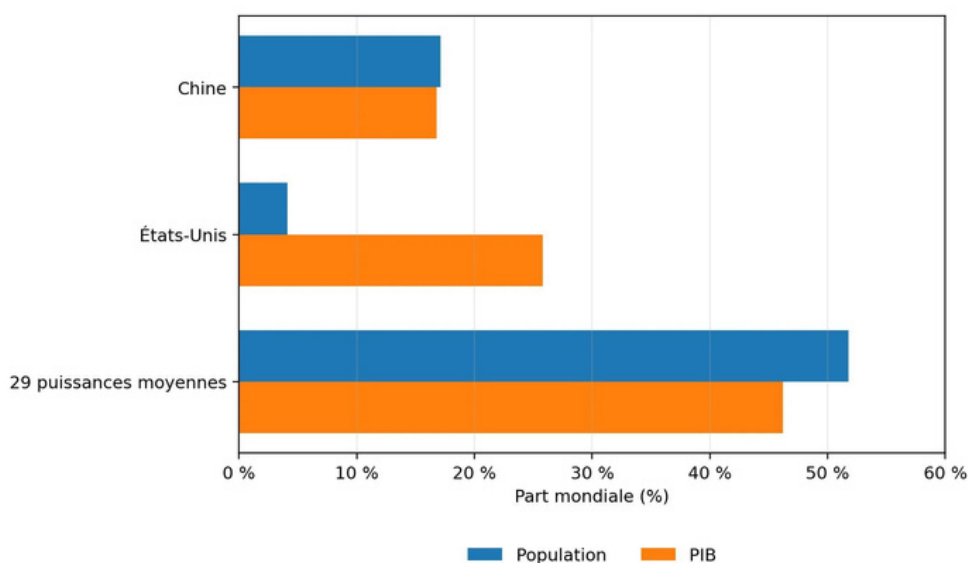


Source : Banque Mondiale et Nations Unies

Une telle alliance, ainsi composée, aurait vocation à rassembler 6 pays africains (Afrique du Sud, République démocratique du Congo, Ethiopie, Kenya, Nigéria et Tanzanie), deux pays d'Amérique latine (Argentine et Brésil), deux pays d'Amérique du Nord (Mexique et Canada), deux pays d'Asie de l'Est (Japon et Corée du Sud), trois pays d'Asie du Sud (Bangladesh, Inde et Pakistan), cinq pays d'Asie du Sud Est (Philippines, Indonésie, Singapour, Thaïlande et Vietnam), quatre pays et ensembles européens (outre l'UE en tant que telle, la Norvège, la Suisse et le Royaume Uni), quatre pays du Moyen Orient (Arabie Saoudite, Egypte, Emirats Arabes Unis et Turquie) et un pays du Pacifique (l'Australie).

VII • Une couverture globale équilibrée

Cela donnerait donc une couverture du globe assez équilibrée, tant en termes de continents que de répartition entre pays développés et pays du « Sud Global ». Il faudrait bien sûr y associer également les grandes organisations régionales, partenaires de l'UE, CELAC, ASEAN, Union Africaine... Cela resterait un format gérable puisque les participants ne seraient guère plus nombreux qu'au sein de l'Union Européenne elle-même aujourd'hui.



Ces pays représentent ensemble 52 % de la population mondiale et 46 % du PIB global, contre 17 % de la population et autant du PIB mondial pour la Chine et 26 % du PIB et 4% de la population mondiale pour les Etats Unis. Autrement dit cet ensemble pèserait plus que ces deux supergéants mondiaux réunis dans chacune de ces deux dimensions. De quoi avoir pleinement voix au chapitre si on réussit à construire une telle alliance. Il n'y a plus qu'à...

FOOTNOTES :

¹ See « *Bâtir quelque chose de meilleur* » : *Discours intégral de Mark Carney à Davos*